Compte rendu intersyndical du comité d'entreprise extraordinaire

Le CE extraordinaire du 5 janvier s'est déroulé en présence de Michel Lucas, directeur général de la BFCM (Banque fédérative du Crédit mutuel) et Gérard Colin, directeur général d'EBRA

Le CE leur a posé une multitude de questions dont nous vous livrons l'essentiel.

Quelle politique industrielle pensez-vous mettre en place ?

Sur les effectifs, Michel Lucas est resté extrêmement évasif.

Sur le SPQR, lieu essentiel de négociation sur les salaires, l'emploi et les conditions de travail, il en dénigre le fonctionnement et ne souhaite pas faire partie de « ces gogos ».

« Je gérerai titre par titre, le groupe n'a aucune valeur juridique »… mais la mutualisation engagée par le biais d'Euro-Information reste d'actualité. Donc comptabilité commune, gestion de la publicité commune, et, « dans trois ou quatre ans », pages communes (IG, Sports toutes)… Même si par ailleurs, « je ne toucherai pas à l'identité des titres, je ne suis pas maso ».

« On n'a pas acheté pour maintenir les archaïsmes du passé », a-t-il insisté. Mais pourquoi alors avoir acheté ? « Je veux traiter l'information dans cette région où nous détenons 30 à 40 % du marché des banques et des assurances ».

Pour finir, en une phrase, il a remis en cause le modèle économique des gratuits du groupe, « qui est néfaste pour la publicité ».

Allez-vous ouvrir une clause de cession pour les journalistes ?

La clause de cession est ouverte, elle courra jusqu'au 31 mai. « Il est préférable d'attendre passer les élections régionales, c'est-à-dire de l'ouvrir au 1er avril, mais si des gens veulent partir avant avec les conditions de la clause, nous ne les retiendrons pas ».

Concernant le taux pour les journalistes ayant plus de 15 ans d'ancienneté, Michel Lucas a renvoyé à la loi.

Sur les effectifs d'après-clause, il a renvoyé à la direction générale, tout en précisant qu'il ne faisait pas « d'autogestion ».

De quel groupe faisons-nous partie ?

Il y avait trois périmètres : Républicain Lorrain et L'Alsace détenus à 100 %, Est Républicain et DNA appartenant au duo Lignac-Hersant, « où nous n'avons rien », et les journaux de l'ex-pôle Rhône-Alpes de la Socpresse, contrôlés par EBRA. Ces derniers rejoindraient donc le Républicain Lorrain et L'Alsace. Il seraient dirigés par un quatuor Lucas-Lignac-Colin-Bauer.

Quels changements de dirigeants au sein de notre société ?

Aucun changement n'est prévu dans l'immédiat.

« Je ne suis pas capitaliste, mais… Nous ne mutualiserons pas, mais… ». L'intervention de Michel Lucas nous a laissés dans le brouillard. Aujourd'hui, avec ce quatrième actionnaire en six ans, nous n'avons toujours aucune perspective sérieuse d'avenir. Par conséquent, les élus du CE ont refusé de cautionner cette politique, ou plutôt cette absence de politique, en s'abstenant à l'unanimité lors de la consultation pour avis sur le rachat.